26-12-1986
Vandenneulebroeke

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 11 septembre 1985, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", a donné le 27 mai 1986 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 september 1985 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", heeft op 27 mei 1986 het volgend advies gegeven :

Si l'avant-projet de loi a été reçu au Conseil d'Etat le 11 septembre 1985, l'exposé des motifs ne lui est parvenu que le 20 mars 1986.

+

OBSERVATIONS GENERALES.

1. Le projet tend à fixer le statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical. Ainsi qu'il est dit dans l'exposé des motifs, le projet reprend en les adaptant à la situation des sous-officiers de réserve des dispositions du statut des officiers de réserve contenues dans la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, et dans la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical. Le projet comprend, en outre, des dispositions qui modifient le statut des officiers de réserve contenu dans la loi du 1er mars 1958, précitée, les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962, et la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

2. L'article 3 du projet admet dans le cadre des sous-officiers de réserve :

.../...

1° les sous-officiers de carrière et de complément dont la démission est acceptée ou qui sont mis à la pension et qui satisfont aux conditions déterminées par le Roi;

2° les sous-officiers issus du cadre des sous-officiers auxiliaires de la force aérienne;

3° les sous-officiers issus du cadre des sous-officiers temporaires.

Toutefois cet article réserve l'admission au cadre de réserve aux sous-officiers de sexe masculin. L'article 47 du projet modifiant l'article 55 de la loi du 1er mars 1958 précitée contient une disposition semblable pour l'admission dans le cadre des officiers de réserve.

Le projet aura donc pour effet d'exclure, tant du cadre des sous-officiers de réserve que de celui des officiers de réserve, les femmes qui ont accompli à l'armée du service actif en qualité de sous-officier ou d'officier.

L'exposé des motifs donne de l'article 3 la justification suivante :

> "Cet article dispose clairement que le présent statut n'est pas applicable au personnel féminin. En effet, conformément à l'article 55 de la loi du 13 juillet 1976, le personnel féminin qui quitte le service actif est placé en congé définitif. La possibilité offerte également aux femmes d'accomplir sur base volontaire un service militaire et prévue à l'article 18 de la loi du 31 juillet 1984, ne porte pas atteinte au principe de l'absence d'obligations militaires pour les ex-militaires féminins. Il n'entre pas dans les intentions d'apporter une quelconque modification à cette situation par le présent statut".

L'égalité devant la loi, garantie par l'article 6 de la Constitution, comprend l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, notamment pour l'accès aux fonctions publiques et l'exercice de celles-ci.

La directive (76/207/C.E.E.) du Conseil des Communautés européennes du 9 février 1976 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail (1), établit en son article 2, alinéas 1er et 2, les principes suivants :

"Article 2.-

1. Le principe de l'égalité de traitement au sens des dispositions ci-après implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement par référence, notamment, à l'état matrimonial ou familial.

2. La présente directive ne fait pas obstacle à la faculté qu'ont les Etats membres d'exclure de son champ d'application les activités professionnelles et, le cas échéant, les formations y conduisant, pour lesquelles, en raison de leur nature ou des conditions de leur exercice, le sexe constitue une condition déterminante".

Cette directive a été intégrée dans le droit interne par le Titre V de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique dont l'article 118, alinéa 1er, reprend le principe inscrit à l'article 2, alinéa 1er, de la directive.

.../...

---

(1) J.O.C.E., 1976, n° L. 39/40 du 14 février 1976.

L'égalité devant la loi, si elle prohibe les discriminations n'interdit pas que des traitements différents soient prévus pour deux catégories de personnes qui se trouvent dans des situations différentes, si la distinction retenue n'est pas arbitraire, c'est-à-dire si elle repose sur des critères objectifs et peut être valablement justifiée.

Si l'inscription d'un officier ou d'un sous-officier dans les cadres de réserve n'était prévue que pour permettre la mise à la disposition du commandement de l'armée, en cas d'urgence ou de mobilisation, de personnes expérimentées pour compléter les cadres des officiers et des sous-officiers en activité, l'explication donnée dans l'exposé des motifs constituerait une justification valable de l'exclusion des cadres de réserve des femmes qui ont eu la qualité d'officier ou de sous-officier, puisque celles-ci n'ont plus d'obligations militaires et ne doivent pas être rappelées, en cas d'urgence ou de mobilisation.

Si tel est bien l'objet principal de l'institution des cadres de réserve, l'inscription dans ces cadres présente cependant pour l'officier ou le sous-officier certains avantages :

1° Selon l'exposé des motifs l'absence d'un statut légal pour les sous-officiers de réserve "explique le faible intérêt de cette catégorie de personne pour le suivi de sa participation au cadre de réserve, à l'opposé de ce qui existe pour les officiers de réserve". Il s'en déduit que, de l'avis du Gouvernement, le bénéfice du statut légal d'officier ou de sous-officier de réserve constitue un titre

.../...

honorifique pour l'officier ou le sous-officier qui quitte le service actif.

2° Le projet permet, dans certaines circonstances, au sous-officier de réserve de reprendre du service actif dans les forces armées (article 10, §§ 2, 3 et 4). Des dispositions semblables existent pour les officiers de réserve (articles 62, § 2, 63, §§ 1er et 2 de la loi du 1er mars 1958).

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment pourrait être justifiée la disposition légale qui exclut de ces avantages les femmes qui ont eu la qualité d'officier ou de sous-officier. Il propose dès lors :

1° d'omettre le mot "masculin" au 1°, 2° et 3° de l'article 3 du projet et au 1°, 2° et 3° du nouveau texte de l'article 55 de la loi du 1er mars 1958 contenu à l'article 47 du projet;

2° d'insérer dans le chapitre 1er du projet un article disposant que certains articles de la loi en projet ne sont pas applicables aux sous-officiers de réserve de sexe féminin;

3° de compléter le chapitre XI du projet par un article insérant dans le titre II de la loi du 1er mars 1958, une disposition précisant que certains articles de ce titre ne sont pas applicables aux officiers de réserve de sexe féminin.

+

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article ler.

L'article reproduit, en l'adaptant, l'article 54 de la loi du ler mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle, au 6°, les mots "aux conditions d'aptitude", qui figurent dans la loi précitée, ont été remplacés par les mots "aux conditions".

Il est proposé de reprendre la disposition de l'article 54, 6°, de la loi précitée.

Le texte néerlandais du 5° et du 7° devrait être modifié comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Le texte néerlandais de la première phrase de l'alinéa ler devrait être rédigé comme il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

La seconde phrase de l'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

" ... Au cours de la formation, cette appréciation peut être revue par ... (la suite comme à l'alinéa ler du projet)".

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

"Préalablement à la commission au grade de sergent milicien et préalablement à la nomination au grade de sergent de réserve, les qualités morales du candidat font l'objet d'une nouvelle appréciation par les autorités habilitées à conférer ces grades en application des articles 4 et 6".

Article 3.

Dans le texte français de la phrase introductive, il y a lieu de remplacer les mots "le grade dont ils sont revêtus" par les mots "le grade dont ils sont titulaires".

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du 1° devrait être rédigé en tenant compte de la remarque faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

La rédaction suivante, qui s'inspire de l'article 10 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, est proposée :

.../...

"Article 4.-

Le grade constitue l'état du sous-officier de réserve.

Les sous-officiers de réserve sont nommés aux divers grades par le Ministre de la Défense nationale.

Ces grades sont identiques à ceux des sous-officiers de carrière".

Article 5.

L'exposé des motifs se réfère à tort à l'article 10 de la loi précitée du 27 décembre 1961; c'est à l'article 11 qu'il doit se référer.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 5.-

Le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831 est prêté entre les mains du chef de corps par le sous-officier de réserve qui est titulaire du grade de sergent ou d'un grade équivalent".

Article 6.

La loi en projet devrait limiter la faculté qu'elle accorde au Ministre de déléguer son pouvoir de commissionner des candidats sous-officier de réserve. Cette limite pourrait être marquée par l'indication de la fonction de l'officier qui pourra commissionner.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La rédaction suivante est proposée pour la seconde phrase de l'alinéa 2 :

" ... Toutefois, le retrait est obligatoire lorsque le milicien commissionné ne satisfait pas en temps voulu aux conditions à remplir pour la nomination au grade de sergent de réserve ou à un grade équivalent".

Article 7.

A la fin du 1° de l'alinéa 1er, les mots "de sous-officier de réserve" peuvent être omis.

Le texte néerlandais du 2° de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le projet n'impose pas la motivation de la décision ministérielle qui démet d'office un sous-officier de réserve, alors que pour les officiers de réserve l'article 59, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1958 dispose que "la mesure est prise par le Roi sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale".

Afin d'accorder au sous-officier de réserve une garantie équivalente à celle qui est accordée à l'officier de réserve, il est proposé d'imposer la motivation de la décision ministérielle et de rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

"Le Ministre de la Défense nationale prononce la démission d'office par une décision motivée".

Article 8.

La rédaction suivante est proposée pour le 2° :

"2° l'interdiction, à perpétuité ou à temps, de l'exercice d'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal, résultant d'une condamnation prononcée sans sursis".

Article 9.

La rédaction suivante est proposée pour la première phrase du paragraphe ler :

"Le sous-officier de réserve peut, à sa demande, obtenir la démission de son grade".

La première phrase du paragraphe 2 devrait être rédigée comme suit :

"Le sous-officier de réserve dont la démission a été acceptée pour lui permettre d'être agréé en qualité de candidat officier ou sous-officier des cadres actifs est, s'il n'est pas nommé dans un de ces cadres, réintégré dans le cadre des sous-officiers de réserve aux conditions que le Roi peut fixer".

Dans le texte néerlandais de la troisième phrase du paragraphe 2, il convient de remplacer le mot "heropname" par le mot "wederopneming". La même observation vaut pour l'ar-

Article 10 (devenant les articles 10 et 11)

1. Il résulte de l'observation générale 2 faite ci-avant que l'article 10 contient des dispositions qui devraient être rendues applicables à tous les sous-officiers de réserve et d'autres qui ne devraient s'appliquer qu'aux sous-officiers de réserve de sexe masculin. Il est, dès lors, proposé de scinder l'article 10 en deux articles.

2. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er (devenant l'article 10) :

"Article 10.-

Les sous-officiers de réserve soumis à des obligations militaires sont assujettis aux rappels suivants :

1° ... (comme au projet);

2° ... (comme au projet);

3° ... (comme au projet)".

3. Le paragraphe 2 (devenant l'article 11, § 1er) devrait être rédigé comme suit :

"Les sous-officiers de réserve peuvent, à l'invitation du Ministre de la Défense nationale ou avec son accord, effectuer des prestations d'entraînement de courte durée".

4. Au début de l'alinéa 3 du paragraphe 3 (devenant l'article 11, § 2), il convient d'écrire :

.../...

"Les prestations visées à l'alinéa 2...".

5. En ce qui concerne le paragraphe 4 (devenant l'article 11, § 3), c'est par erreur que l'exposé des motifs se réfère à l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958, alors qu'il s'agit de l'article 63, § 2, de cette loi.

6. Au paragraphe 5 (devenant l'article 11, § 4), il y a lieu d'écrire :

"Le Roi fixe les règles applicables aux sous-officiers de réserve visés aux paragraphes 2 et 3".

Si la proposition de scinder l'article 10 en deux articles est adoptée, les références faites par les autres articles du projet à l'article 10 et aux articles suivants devront être modifiées (1).

Article 12.

Le début du 2° devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15 (devenant l'article 16)

Au paragraphe 1er, dans le texte français, il convient d'écrire "ne peut être mis en non-activité" et non "ne peut être en non-activité".

.../...

---

(1) Le numérotage des articles du projet devra aussi être modifié en tenant compte de la proposition faite dans l'observation générale n° 2 d'insérer dans le projet deux articles nouveaux.

A la fin du 3°, dans le même paragraphe 1er, il y a lieu de supprimer les mots "de la présente loi".

Le texte néerlandais du 3° du paragraphe 1er devrait être rédiger comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais du paragraphe 2 du même article devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16 (devenant l'article 17)

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "... est incapable de reprendre du service".

Article 18 (devenant l'article 19)

1. La suspension par mesure d'ordre n'étant pas une mesure disciplinaire, il y a lieu d'éviter, dans le texte qui la prévoit, de faire référence à la notion de discipline.

La rédaction suivante est dès lors proposé pour la première phrase de l'alinéa 1er :

"Lorsque l'intérêt du service le requiert, le Ministre de la Défense nationale peut, par mesure d'ordre, suspendre un sous-officier de réserve pour une durée maximum de trois mois".

.../...

2. L'article 71, alinéa 1er, deuxième phrase, de la loi précitée du 1er mars 1958 prévoit que, pour les officiers de réserve, la prolongation de la suspension est précédée d'un rapport motivé du Ministre. Afin d'assurer aux sous-officiers de réserve une garantie équivalente, il est proposé de rédiger la deuxième phrase de l'alinéa 1er comme suit :

"...Il peut, en cas de besoin, prolonger la suspension de trois mois en trois mois par décision motivée".

La troisième phrase de l'alinéa 1er devrait être rédigée comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au début de l'alinéa 4, il convient d'écrire : "Dans le cas où une mise en non-activité ...".

4. L'alinéa 5 serait mieux rédigé comme suit : "La suspension est convertie en non-activité :

1° si le sous-officier de réserve est démis d'office de son grade;

2° s'il fait l'objet d'une dégradation militaire;

3° s'il est privé par une condamnation prononcée sans sursis de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal".

.../...

Article 20.

Dans le texte néerlandais il faudrait écrire "welke" au lieu de "dewelke".

Article 22.

Dans le texte néerlandais du § 2, il faudrait écrire "aangewezen" au lieu de "aangeduid". La même observation vaut pour l'article 27.

Article 23.

Dans le texte néerlandais l'expression "ten wederroepelijke titel" devrait être remplacée par l'expression "tot wederopzeggens".

Article 24. (devenant l'article 25)

A la fin du texte français de l'article, il convient d'écrire "nomination à ce grade".

Article 26.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "alsook artikel 33" au lieu de "evenals het artikel 33".

.../...

Article 29 (devenant l'article 30).

Selon cet article, l'avancement des sous-officiers de réserve ne peut être plus rapide que celui des sous-officiers des cadres actifs, sauf dans les cas exceptionnels prévus par le Roi.

Le projet ne contient aucune disposition permettant de comparer l'avancement des uns et des autres, et de concrétiser ainsi le principe général inscrit dans le projet.

Le projet devrait fixer, ou charger le Roi de fixer l'ancienneté requise dans un grade pour être nommé à un grade supérieur.

Article 30 (devenant l'article 31)

L'exposé des motifs se réfère par erreur à l'article 37 de la loi du 27 décembre 1961, alors qu'il s'agit de l'article 35 de cette loi.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4 du paragraphe 1er, le mot "overgemaakt" devrait être remplacé par "toegezonden".

Au paragraphe 2 de l'article, dans le texte français, les mots "une seconde fois" doivent être omis.

.../...

Article 31 (devenant l'article 32).

Il est proposé de rédiger la fin de l'article comme suit :

"... à des prestations de formation ou d'entraînement qu'Il détermine".

Article 32 (devenant l'article 33).

Au début du paragraphe 2, il y a lieu d'écrire :

"Les sous-officier de réserve issus du cadre des sous-officiers de carrière ...".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, il faudrait remplacer les mots "deze proef" par les mots "dit examen".

Article 33 (devenant l'article 34).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 34.-

Les sous-officiers de réserve ne peuvent être promus au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent dans le cadre de réserve.

.../...

Toutefois les sous-officiers de réserve issus du cadre des sous-officiers de carrière, qui ont satisfait au concours de qualification visé à l'article 39 de la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, sans s'être classés en ordre utile, peuvent être promus dans le cadre de réserve au grade d'adjudant-chef ou à un grade équivalent, aux conditions fixées par le Roi".

Article 34 (devenant l'article 35).

1. Au paragraphe 1er, il est proposé de remplacer les mots "promu au grade supérieur" par les mots "promu à un grade supérieur".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle les sous-officiers de réserve qui ont repris du service dans des circonstances exceptionnelles ou pour assurer l'exécution des obligations contractées par la Belgique, seront privés d'un avancement dans le cadre de réserve, qui est accordé aux sous-officiers de réserve en congé illimité.

L'explication qui est donnée dans l'exposé des motifs ne paraît pas constituer une justification valable de cette discrimination.

+

.../...

Chapitre VIII.

Le projet, en ne mentionnant pas dans le chapitre consacré au régime disciplinaire la démission d'office du grade pour faits graves prévus à l'article 7, 1°, paraît vouloir enlever à cette mesure le caractère disciplinaire qu'elle a par nature.

Il ne suffit pas, à cet égard, d'invoquer, comme le fait l'exposé des motifs, que cette mesure constitue "en fait une cause d'exclusion du cadre de réserve".

Cette anomalie pourrait être corrigée si le chapitre VIII contenait une disposition relative à la démission d'office du grade pour faits graves. Cette disposition pourrait contenir un renvoi à la procédure prévue à l'article 7.

+

Article 43 (devenant l'article 44).

La référence à la loi du 3 août 1978 doit être remplacée par une référence à la loi du 3 juillet 1978.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "De prestaties genoemd in ..." à la place de "De prestaties genoemd bij ...".

Article 44 (devenant l'article 45).

Cet article reprend la disposition de l'article 95 de la loi du 1er mars 1958, mais en y ajoutant les Régions et les Communautés.

.../...

En vertu de l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le personnel des administrations des Exécutifs communautaires et régionaux sont soumis aux dispositions législatives et statutaires applicables aux agents de l'Etat. Il est donc inutile de viser ce personnel.

En revanche, les agents des organismes d'intérêt public communautaires et régionaux sont soumis à un statut fixé par l'Exécutif après accord du Ministre national de la Fonction publique (article 13 de la loi spéciale). Il n'appartient pas à une loi ordinaire de régler la situation de ces agents.

Dès lors, dans l'article 44 du projet (devenant l'article 45), les mots "des Régions, des Communautés" doivent être omis.

Le début de l'article doit être rédigé de la manière suivante :

"Les administrations et les régies de l'Etat, des provinces, des communes, des agglomérations et fédérations de communes, des associations de communes ainsi que les entreprises concessionnaires de services publics et les établissements subventionnés par ces administrations ... (la suite comme au projet)".

Article 45 (devenant l'article 46).

A la fin de l'article, les mots "de la présente loi" doivent être omis.

.../...

Article 47 (devenant l'article 48).

Le Conseil d'Etat renvoie à l'observation générale n° 2.

Dans le texte néerlandais de l'article 55, 1°, en projet, il convient d'écrire "met toepassing van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen" au lieu de "bij toepassing van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen".

Article 48 (devenant l'article 49).

Dans un souci de concordance avec l'article 8 du projet, le texte suivant est proposé :

"Article 48.-

L'article 60, 2°, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

"2° l'interdiction, à perpétuité ou à temps, de l'exercice d'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal, résultant d'une condamnation prononcée sans sursis".

Article 49 (devenant l'article 50).

Par souci de concordance avec l'article 9, § 2, la rédaction suivante est proposée pour la première phrase du paragraphe 2 en projet :

.../...

"L'officier de réserve dont la démission a été acceptée pour lui permettre d'être agréé en qualité de candidat officier des cadres actifs est, s'il n'est pas nommé dans un de ces cadres, réintégré dans le cadre des officiers de réserve aux conditions que le Roi peut fixer".

Article 50 (devenant l'article 51).

Au paragraphe 1er, alinéa 3, en projet, il conviendrait d'écrire : "Les prestations visées à l'alinéa 2 ...".

Article 52 (devenant l'article 53).

Le texte néerlandais du paragraphe 2 en projet devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 55 (devenant l'article 56).

Par souci de concordance avec l'article 18, alinéa 5, le texte suivant est proposé pour le 2° :

"2° L'alinéa 6 est remplacé par la disposition suivante :

"La suspension est convertie en non-activité :

1° si l'officier de réserve est démis d'office de son grade ou est destitué;

2° s'il fait l'objet d'une dégradation militaire;

3° s'il est privé par une condamnation prononcée sans sursis de l'un des droits énumérés à l'article 31, 1° ou 6°, du Code pénal".

Article 56 (devenant l'article 57).

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 57 (devenant l'article 58).

Le Conseil d'Etat se réfère à l'observation n° 2 qu'il a faite sous l'article 34.

Article 58 (devenant l'article 59).

Par souci de concordance avec l'article 36, § 1er, il y a lieu d'écrire dans le texte français de l'article 83, § 1er, en projet : "Les punitions disciplinaires ..." et non "Les peines disciplinaires ...".

Le Conseil d'Etat se réfère, au surplus, à l'observation qu'il a faite sous la rubrique chapitre VIII.

Article 60 (devenant l'article 61).

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 63 (devenant l'article 64).

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire "les militaires titulaires du grade de ..." au lieu de "les militaires revêtus du grade de ...".

Article 64 (devenant l'article 65).

Dans le texte français du paragraphe 2 en projet, les mots "sur sa demande" doivent être remplacés par les mots "à sa demande".

Le début du texte néerlandais du paragraphe 2 en projet devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 65 (devenant l'article 66).

Pour le motif donné dans l'observation générale numéro deux, il y a lieu, dans l'article 15, § 1er en projet, d'omettre le mot "masculin".

D'autre part, il faut écrire "avec le grade dont il est titulaire", et non pas "avec le grade dont il est revêtu".

.../...

Article 66 (devenant l'article 67).

Il va de soi que la loi nouvelle régira les situations qui existeront au moment de son entrée en vigueur. L'alinéa 1er doit donc être omis.

En conséquence, l'article doit être rédigé comme suit :

"Article 67.-

Le Roi peut prendre les dispositions transitoires nécessaires à l'application de la présente loi".

Het voorontwerp van wet is door de Raad van State ontvangen op 11 september 1985; de memorie van toelichting echter is eerst op 20 maart 1986 in zijn bezit gekomen.

+

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontwerp heeft tot doel het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst vast te stellen. Zoals in de memorie van toelichting te lezen staat, neemt het ontwerp na aanpassing ervan aan de situatie van de reserve-onderofficieren een aantal bepalingen van het statuut van de reserveofficieren over, die vervat zijn, enerzijds in de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, en anderzijds in de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst. Het ontwerp omvat daarenboven bepalingen die het statuut van de reserveofficieren wijzigen dat vervat is in de voormelde wet van 1 maart 1958, de op 30 april 1962 gecoördineerde militiewetten en de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

2. Artikel 3 van het ontwerp laat tot het kader van de reserveonderofficieren toe :

1° de beroeps- of aanvullingsonderofficieren wier ontslag wordt aangenomen of die gepensioneerd zijn en aan de door de Koning vastgestelde voorwaarden voldoen;

.../...

2° de onderofficieren die uit het kader der hulponderofficieren van de luchtmacht komen;

3° de onderofficieren die uit het kader der tijdelijke onderofficieren komen.

Het artikel laat voor de toelating tot het reservekader echter alleen de onderofficieren van het mannelijk geslacht in aanmerking komen. Artikel 47 van het ontwerp, dat artikel 55 van de voormelde wet van 1 maart 1958 wijzigt, omvat een soortgelijke bepaling wat de toelating tot het kader van de reserveofficieren betreft.

Het ontwerp zal dus tot gevolg hebben dat de vrouwen die bij het leger als onderofficier of officier actieve dienst hebben gedaan, zowel uit het kader van de reserveonderofficieren als uit dat van de reserveofficieren worden geweerd.

De memorie van toelichting verantwoordt artikel 3 als volgt :

> "Dit artikel stelt tevens duidelijk dat dit statuut niet toepasselijk is op het vrouwelijk personeel. Inderdaad, conform het artikel 55 van de wet van 13 juli 1976, wordt het vrouwelijk personeel dat de actieve dienst verlaat met definitief verlof geplaatst. De mogelijkheid geboden, ook voor vrouwen, om vrijwillig een militaire dienst te vervullen en voorzien bij artikel 18 van de wet van 31 juli 1984, doet tevens geen afbreuk aan de principiële afwezigheid van militaire verplichtingen voor de gewezen vrouwelijke militairen. Het is niet de bedoeling bij dit statuut hieraan enige wijziging te brengen".

De door artikel 6 van de Grondwet gewaarborgde gelijkheid voor de wet, omvat de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, onder meer wat de toegang tot de openbare ambten en de uitoefening ervan betreft.

De richtlijn 76/207/E.E.G. van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 9 februari 1976 betreffende de tenuitvoerlegging van het beginsel van gelijke behandeling van mannen en vrouwen ten aanzien van de toegang tot het arbeidsproces, de beroepsopleiding en de promotiekansen en ten aanzien van de arbeidsvoorwaarden (1), vestigt in artikel 2, eerste en tweede lid, de volgende principes :

"Artikel 2.-

1. Het beginsel van gelijke behandeling in de zin van de hierna volgende bepalingen houdt in dat iedere vorm van discriminatie is uitgesloten op grond van geslacht, hetzij direct, hetzij indirect door verwijzing naar met name de echtelijke staat of de gezinssituatie.

2. Deze richtlijn vormt geen belemmering voor de bevoegdheid van de Lid-Staten om beroepsactiviteiten van de toepassing hiervan uit te sluiten en, in voorkomend geval, de hiervoor noodzakelijke opleidingen, waarvoor vanwege hun aard of de voorwaarden voor de uitoefening ervan, het geslacht een bepalende factor is".

Die richtlijn is in het interne recht opgenomen door Titel V van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, waarvan artikel 118, eerste lid, het in artikel 2, eerste lid, van de richtlijn neergelegde beginsel overneemt.

.../...

---

(1) Publikatieblad, 1976, Nr. L. 39/40 van 14 februari 1976.

Het beginsel van de gelijkheid voor de wet verbiedt wel discriminatie maar maakt het toch niet ongeoorloofd dat voor twee categorieën van personen die zich in een verschillende situatie bevinden ook in een verschillende behandeling wordt voorzien mits het gemaakte onderscheid niet willekeurig is, d.w.z. mits het op objectieve maatstaven steunt en er deugdelijke gronden voor aan te voeren zijn.

Als de inschrijving van een officier of onderofficier in de reservekaders slechts bedoeld is opdat in dringende gevallen of bij mobilisatie ervaren personen ter beschikking van het legercommando kunnen worden gesteld ter aanvulling van de kaders van officieren en onderofficieren in actieve dienst, levert de in de memorie van toelichting verschafte uitleg een deugdelijke reden op om vrouwen die de hoedanigheid van officier of van onderofficier hebben gehad van de reservekaders, uit te sluiten omdat die vrouwen geen militaire verplichtingen meer hebben en in spoedgevallen of bij mobilisatie niet wederopgeroepen moeten worden.

Als dit wel degelijk het hoofddoel van het instellen van reservekaders is, biedt de inschrijving in die kaders toch wel een aantal voordelen voor de officier of onderofficier:

1° Volgens de memorie van toelichting "verklaart" het ontbreken van een wettelijk statuut voor de reserveonderofficieren "voor deze personeelscategorie de geringere belangstelling van het personeel voor de uitbouw van een deelname aan het reservekader, dit in tegenstelling tot wat geldt voor de reserveofficieren". Daaruit volgt dat volgens de Regering het in aanmerking komen voor het wettelijk statuut van reserveofficier of reserveonderofficier voor de officier of onderofficier die de actieve dienst verlaat een eretitel is.

/

2° Het ontwerp biedt in bepaalde omstandigheden de reserveonderofficier de mogelijkheid om opnieuw in actieve dienst bij de krijgsmacht te gaan (artikel 10, §§ 2, 3 en 4). Soortgelijke bepalingen bestaan ten aanzien van de reserve-officieren (artikelen 62, § 2, 63, §§ 1 en 2 van de wet van 1 maart 1958).

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe de wetsbepaling waarbij de vrouwen die de hoedanigheid van officier of onderofficier hebben gehad voor die voordelen niet in aanmerking komen, zich laat verantwoorden.

Hij stelt derhalve voor :

1° het woord "mannelijke" in 1°, 2° en 3° van artikel 3 van het ontwerp en in 1°, 2° en 3° van de in artikel 47 van het ontwerp vervatte nieuwe tekst van artikel 55 van de wet van 1 maart 1958 te doen vervallen;

2° in hoofdstuk 1 van het ontwerp een artikel in te voegen dat bepaalt dat sommige artikelen van de ontworpen wet geen toepassing vinden op de vrouwelijke reserveonderofficieren;

3° hoofdstuk XI van het ontwerp aan te vullen met een artikel dat in titel II van de wet van 1 maart 1958 een bepaling invoegt die stelt dat bepaalde artikelen van die titel niet gelden voor de vrouwelijke reserveofficieren.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het artikel neemt, na aanpassing, artikel 54 over van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in 6° de woorden "aan de geschiktheidsvoorwaarden", die in de voormelde wet staan, vervangen zijn door de woorden "aan de voorwaarden".

Voorgesteld wordt de bepaling van artikel 54, 6°, van de voormelde wet over te nemen.

Voorts wordt voorgesteld in de Nederlandse tekst van 5° "opleidingscyclus" te schrijven, naar het voorbeeld van artikel 54, 5° van de bovenvermelde wet van 1 maart 1958, in plaats van "vormingscyclus" en in 7° "voleindigd" te schrijven in plaats van "beëindigd".

.../...

Artikel 2.

De Nederlandse tekst van de eerste volzin van het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Alvorens de kandidaat zijn opleiding begint, worden zijn zedelijke hoedanigheden door de chef van de generale staf beoordeeld".

Het zou beter zijn de tweede volzin van het eerste lid als volgt te redigeren :

"Deze beoordeling kan in de loop van de opleiding, naar gelang van het geval, door de chef van de staf van het krijgsmachtdeel waartoe de kandidaat behoort of door de chef van de medische dienst worden herzien".

Er wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

"Alvorens de kandidaat in de graad van dienstplichtig sergeant wordt aangesteld en alvorens hij in de graad van reservesergeant wordt benoemd, worden zijn zedelijke hoedanigheden opnieuw beoordeeld door de overheden die krachtens de artikelen 4 en 6 bevoegd zijn om de graden te verlenen".

.../...

Artikel 3.

In de Franse tekst van de volzin die het artikel inleidt, moeten de woorden "le grade dont ils sont revêtus" worden vervangen door de woorden "le grade dont ils sont titulaires".

De Nederlandse tekst van de volzin die het artikel inleidt, zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Naast de onderofficieren die met toepassing van artikel 1 zijn aangeworven, worden tot het kader van de reserveonderofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst toegelaten, met de graad die zij bezitten en met hun anciënniteit in die graad:".

In de Nederlandse tekst van 1° zou het woord "ingevolge" vervangen moeten worden door "krachtens" en zouden de woorden "op pensioen geplaatst werden bij toepassing" vervangen moeten worden door de woorden "gepensioneerd zijn met toepassing".

Artikel 4.

De volgende redactie, die aansluit bij artikel 10 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

De graad vormt de staat van de reserveonderofficier.

De reserveonderofficieren worden in de verschillende graden benoemd door de Minister van Landsverdediging.

Die graden zijn dezelfde als die van de beroepsonderofficieren".

Artikel 5.

In de memorie van toelichting wordt ten onrechte verwezen naar artikel 10 van de voormelde wet van 27 december 1961; naar artikel 11 is het dat in die memorie moet worden verwezen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 5.-

De bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed wordt door de reserveonderofficier die de graad van sergeant of een gelijkwaardige graad heeft, afgelegd in handen van de korpscommandant".

Artikel 6.

De ontworpen wet zou de mogelijkheid die zij de Minister biedt om zijn bevoegdheid voor het aanstellen van kandidaten-reserveonderofficieren te delegeren, moeten beper-

ken. Die beperking zou kunnen liggen in het aangeven van de functie van de officier die aanstellingen zal mogen doen.

Er wordt voorgesteld de Nederlandse tekst van het eerste lid als volgt te stellen :

"De Minister van Landsverdediging of de militaire overheid die hij aanwijst, kunnen de dienstplichtige kandidaat-reserveonderofficier vóór het einde van zijn diensttijd in de graad van sergeant of in een gelijkwaardige graad aanstellen. In dat geval legt de kandidaat de bij artikel 5 voorgeschreven eed af".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor de tweede volzin van het tweede lid :

"... De intrekking is evenwel verplicht wanneer de aangestelde dienstplichtige niet te rechter tijd voldoet aan de voorwaarden die voor de benoeming in de graad van resersergeant of in een gelijkwaardige graad moeten worden vervuld".

Artikel 7.

In 1° van het eerste lid kunnen de woorden "van reserveonderofficier" vervallen.

De Nederlandse tekst van 2° redigere men als volgt :

"2° indien tijdens zijn prestaties zijn beroepsongeschiktheid gebleken is".

.../...

Het ontwerp schrijft niet voor dat de ministeriële beslissing waarbij een reserveonderofficier van ambtswege ontslagen wordt, gemotiveerd moet zijn, terwijl artikel 59, tweede lid, van de wet van 1 maart 1958 voor de reserveofficieren bepaalt dat "de maatregel door de Koning genomen (wordt) op het gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging".

Om de reserveonderofficier dezelfde waarborg te bieden als aan de reserveofficier wordt geboden, stelt de Raad van State voor het motiveren van de ministeriële beslissing verplicht te maken en het tweede lid als volgt te stellen :

"Het ontslag van ambtswege wordt door de Minister van Landsverdediging uitgesproken bij een gemotiveerde beslissing".

Artikel 8.

Er wordt voorgesteld de tekst onder 2° als volgt te redigeren :

"2° de levenslange of tijdelijke ontzetting van een van de rechten die opgesomd zijn in artikel 31, 1° of 6°, van het strafwetboek, volgend uit een zonder uitstel uitgesproken veroordeling".

.../...

Artikel 9.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor de eerste volzin van paragraaf 1 :

"De reserveonderofficier kan, op zijn verzoek, ontslag uit zijn graad verkrijgen".

De eerste volzin van paragraaf 2 zou als volgt moeten worden gesteld :

"De reserveonderofficier wiens ontslag is aangenomen opdat hij als kandidaat-officier of -onderofficier van de actieve kaders kan worden aanvaard, wordt wanneer hij niet benoemd wordt in een van die kaders, opnieuw in het kader van de reserveonderofficieren opgenomen onder de voorwaarden die de Koning kan bepalen".

In de Nederlandse tekst van de derde volzin zou het woord "heropname" vervangen moeten worden door het woord "wederopneming". Deze opmerking geldt ook voor artikel 49, 1°.

Artikel 10. (dat opgedeelt wordt in de artikelen 10 en 11)

1. Uit de hierboven gemaakte algemene opmerking 2 volgt dat artikel 10 een aantal bepalingen bevat die op alle reserveonderofficieren toepasselijk gemaakt zouden moe-

ten worden en een aantal andere die slechts op de mannelijke reserveonderofficieren toepassing zouden moeten vinden. Derhalve wordt voorgesteld artikel 10 in twee artikelen te splitsen.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 1 (die artikel 10 wordt) :

"Artikel 10.-

Voor reserveonderofficieren met militaire verplichtingen gelden de volgende wederoproepingen :

1° ... (zoals in het ontwerp);

2° spoedwederoproepingen in vredestijd : in de gevallen waarin de dienstplichtwetgeving voor militairen met onbepaald verlof voorziet;

3° mobilisatiewederoproepingen".

3. Paragraaf 2 (die artikel 11, § 1 wordt) zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De reserveonderofficieren kunnen op verzoek van de Minister van Landsverdediging of met zijn goedvinden, trainingsprestaties van korte duur verrichten".

4. Het derde lid van paragraaf 3 (die artikel 11, § 2 wordt) behoort als volgt te worden geredigeerd :

"De in het tweede lid bedoelde prestaties worden, voor de toepassing van de artikelen 7, 22, 1° en 27, 1° van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, geacht te zijn verricht in het kader van het tijdelijk militair personeel".

.../...

5. Wat paragraaf 4 betreft (die artikel 11, § 3 wordt), wordt in de memorie van toelichting bij vergissing verwezen naar artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958, terwijl het om artikel 63, § 2, van die wet gaat.

6. In paragraaf 5 (die artikel 11, § 4 wordt) behoort te worden geschreven :

"De Koning bepaalt de regels die toepasselijk zijn op de in de paragrafen 2 en 3 bedoelde reserveonderofficieren".

Indien het voorstel om artikel 10 in twee artikelen te splitsen wordt aangenomen, zullen de verwijzingen in de overige artikelen van het ontwerp naar artikel 10 en naar de volgende artikelen, gewijzigd moeten worden (1).

Artikel 12.

Het begin van de tekst onder 2° zou als volgt gesteld moeten worden :

"2° wanneer hij aan het einde van een periode van werkelijke dienst arbeidsongeschikt is ten gevolge van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

---

(1) De nummering van de artikelen van het ontwerp zal ook gewijzigd moeten worden overeenkomstig het in de algemene opmerking nr. 2 gedane voorstel om twee nieuwe artikelen in het ontwerp in te voegen.

Artikel 15 (dat artikel 16 wordt).

In paragraaf 1 schrijve men in de Franse tekst "ne peut être mis en non-activité" en niet "ne peut être en non-activité".

Aan het eind van 3° zouden in dezelfde paragraaf 1 de woorden "van deze wet" moeten vervallen.

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst als volgt te redigeren :

"3° met toepassing van de artikelen 18, vijfde lid, en 19, tweede lid". Ook in andere artikelen van het ontwerp zou men de uitdrukking "bij toepassing van" moeten vervangen door "met toepassing van".

De Nederlandse tekst van paragraaf 2 zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 2. Geacht worden van rechtswege op non-activiteit te zijn :

1° de reserveonderofficieren in dienst wier afwezigheid onregelmatig is bevonden;

2° de reserveonderofficieren in dienst die door een Belgische rechtbank tot een niet krijgstuchtelijke vrijheidsstraf zijn veroordeeld ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 16 (dat artikel 17 wordt).

Aan het slot van het artikel moet men schrijven : "... commissie, niet in staat is om de dienst te hervatten, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 18 (dat artikel 19 wordt).

1. Aangezien de schorsing bij ordemaatregel geen tuchtmaatregel is, moet men vermijden om in de tekst die in schorsing voorziet, naar het begrip tucht te verwijzen.

Bijgevolg wordt voorgesteld de eerste volzin van het eerste lid als volgt te redigeren :

"Wanneer het belang van de dienst dat vereist, kan de Minister van Landsverdediging een reserveonderofficier bij ordemaatregel voor ten hoogste drie maanden schorsen".

2. Artikel 71, eerste lid, tweede volzin, van de voormelde wet van 1 maart 1958 bepaalt dat, wat de reserve-onderofficieren betreft, aan de verlenging van de schorsing een gemotiveerd verslag van de Minister voorafgaat. Om de reserveonderofficieren een soortegelijke garantie te bieden, wordt voorgesteld de tweede volzin van het eerste lid als volgt te stellen :

"... Hij kan zo nodig de schorsing telkens met drie maanden verlengen bij een gemotiveerde beslissing".

.../...

De derde volzin van het eerste lid zou als volgt gesteld moeten worden :

"Wanneer een rechtsvordering ingesteld wordt wegens de feiten die aan de schorsing ten grondslag liggen, moet deze laatste uiterlijk ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. Het begin van het vierde lid zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Wanneer de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken zonder dat ze voor de hele schorsingstijd geldt, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

4. Het zou beter zijn het vijfde lid als volgt te redigeren :

"De schorsing wordt omgezet in non-activiteit :

1° wanneer de reserveonderofficier van ambtswege uit zijn graad wordt ontslagen;

2° wanneer hij het voorwerp uitmaakt van militaire degradatie;

3° wanneer hij door een zonder uitstel uitgesproken veroordeling ontzet is van een van de in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek genoemde rechten".

../...

Artikel 20.

In de Nederlandse tekst schrijve men "welke" in plaats van "dewelke".

Artikel 22.

In de Nederlandse tekst van § 2 schrijve men "aangewezen" in plaats van "aangeduid". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 27.

Artikel 23.

In de Nederlandse tekst zou de uitdrukking "ten wederroepelijke titel" vervangen moeten worden door de uitdrukking "tot wederopzeggens".

Artikel 24.

Aan het slot van de Franse tekst van het artikel zou men moeten schrijven : "nomination à ce grade".

Artikel 26.

In de Nederlandse tekst zou men "alsook artikel 33" moeten schrijven in plaats van "evenals het artikel 33".

.../...

Artikel 29 (dat artikel 30 wordt).

Volgens dit artikel mag de bevordering van de reserveonderofficieren niet vlugger geschieden dan die van de beroepsonderofficieren, behalve in door de Koning bepaalde uitzonderingsgevallen.

Het ontwerp bevat geen enkele bepaling die het mogelijk maakt de bevordering over en weer te vergelijken en zodoende een concrete vorm te geven aan het in het ontwerp neergelegde algemene beginsel.

Het ontwerp zou moeten bepalen, of de Koning opdragen te bepalen, hoeveel anciënniteit in een graad vereist is om in een hogere graad te worden benoemd.

Artikel 30 (dat artikel 31 wordt).

In de memorie van toelichting wordt bij vergissing naar artikel 37 van de wet van 27 december 1961 verwezen, terwijl het om artikel 35 van die wet gaat.

In de Nederlandse tekst van het vierde lid van paragraaf 1 zou het woord "overgemaakt" vervangen moeten worden door "toegezonden".

In paragraaf 2 van de Nederlandse tekst van het artikel zouden de woorden "een tweede keer" vervangen moeten worden door het woord "opnieuw".

.../...

Artikel 31 (dat artikel 32 wordt).

Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Naast de wederoproepingen bepaald in artikel 10, § 1, kan de Koning de bevordering van de reserveofficieren afhankelijk stellen van door Hem te bepalen opleidings- of trainingsprestaties".

Artikel 32 (dat artikel 33 wordt).

Aan het begin van paragraaf 2 schrijve men :

"De reserveonderofficieren die uit het kader van de beroepsonderofficieren komen, ...".

In dezelfde paragraaf zouden in de Nederlandse tekst, de woorden "deze proef" vervangen moeten worden door de woorden "dit examen".

Artikel 33 (dat artikel 34 wordt).

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 34.-

De reserveonderofficieren kunnen niet worden bevorderd tot de graad van afjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad in het reservekader.

.../...

De reserveonderofficieren die uit het kader van de beroepsonderofficieren komen, die voldaan hebben aan het vergelijkend kwalificatie-examen bedoeld in artikel 39 van de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, maar niet batig gerangschikt zijn, kunnen onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden in het reservekader worden bevorderd tot de graad van adjudant-chef of tot een gelijkwaardige graad".

Artikel 34 (dat artikel 35 wordt).

1. Er wordt voorgesteld in paragraaf 1 de woorden "bevorderd worden tot de hogere graad" te vervangen door de woorden "bevorderd worden tot een hogere graad".

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de reserveonderofficieren die weder dienst hebben genomen in uitzonderlijke omstandigheden of om de nakoming van door België aangegane verplichtingen te verzekeren, een bevordering in het reservekader zal worden ontzegd die aan de reserveonderofficieren met onbepaald verlof wel wordt verleend.

De uitleg die in de memorie van toelichting wordt gegeven, lijkt geen deugdelijke rechtvaardiging voor die discriminatie op te kunnen leveren.

+

.../...

Hoofdstuk VIII.

Doordat het ontwerp, in het hoofdstuk waarin het tuchtstelsel behandeld wordt, geen melding maakt van ontslag van ambtswege uit de graad wegens de in artikel 7, 1°, bedoelde ernstige feiten, lijkt het die maatregel het tuchtrechtelijke karakter dat hij van nature heeft, te willen ontnemen.

In dit verband is het niet voldoend aan te voeren, zoals de memorie van toelichting doet, dat die maatregel "in feite een reden tot uitsluiting uit het reservekader" uitmaakt.

Die anomalie zou weggewerkt kunnen worden als in hoofdstuk VIII een bepaling zou worden opgenomen betreffende het ontslag van ambtswege uit de graad wegens ernstige feiten. Die bepaling zou een verwijzing naar de in artikel 7 bepaalde procedure kunnen bevatten.

+

Artikel 43 (dat artikel 44 wordt).

De verwijzing naar de wet van 3 augustus 1978 moet worden vervangen door een verwijzing naar de wet van 3 juli 1978.

In de Nederlandse tekst van het artikel zou men moeten schrijven : "De prestaties genoemd in ..." in plaats van : "De prestaties genoemd bij ...".

.../...

Artikel 44 (dat artikel 45 wordt).

Dit artikel neemt de bepaling van artikel 95 van de wet van 1 maart 1958 over, maar voegt er de Gewesten en de Gemeenschappen aan toe.

Krachtens artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, valt het personeel van de administratieve diensten van de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven onder de wettelijke en statutaire bepalingen die op de Rijksambtenaren toepassing vinden. Het is dus onnodig dat personeel te vermelden.

Daartegenover staat dat de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die van de Gemeenschaps of het Gewest afhangen, onder een statuut vallen dat met het goedvinden van de nationale minister van het Openbaar Ambt door de Executieve wordt vastgesteld (artikel 13 van de bijzondere wet). Het gaat niet aan, de toestand van die personeelsleden in een gewone wet te regelen.

Bijgevolg zouden in artikel 44 van het ontwerp (dat artikel 45 wordt) de woorden "de gewesten, de gemeenschappen" moeten vervallen.

De eerste volzin van het artikel moet als volgt worden geredigeerd :

"De besturen en de regies van de Staat, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten, de verenigingen van gemeenten alsook de concessiehouders van open-

.../...

bare diensten en de door de besturen gesubsidieerde instellingen, moeten aan hun personeelsleden die reserveonderofficier zijn de voor het verrichten van militaire prestaties vereiste verloven toestaan, zowel met het oog op hun opleiding als met het oog op hun bevordering".

Artikel 45 (dat artikel 46 wordt).

Aan het slot van het artikel moeten de woorden "van deze wet" vervallen.

Artikel 47 (dat artikel 48 wordt).

De Raad van State verwijst naar de algemen opmerking nr. 2.

In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 55 zou men onder 1° "met toepassing van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen" moeten schrijven in plaats van "bij toepassing van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen".

Artikel 48 (dat artikel 49 wordt).

Ter wille van de overeenstemming met artikel 8 van het ontwerp wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 48.-

Artikel 60, 2°, van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"2° de levenslange of tijdelijke ontzetting van een van de rechten die opgesomd zijn in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek, volgend uit een zonder uitstel uitgesproken veroordeling".

Artikel 49 (dat artikel 50 wordt).

Ter wille van de overeenstemming met artikel 9, § 2, wordt de volgende redactie voorgesteld voor de eerste volzin van de ontworpen paragraaf 2 :

"De reserveofficier wiens ontslag is aangenomen opdat hij als kandidaat-officier van de actieve kaders kan worden aanvaard, wordt wanneer hij niet benoemd wordt in een van die kaders, opnieuw in het kader van de reserveofficieren opgenomen onder de voorwaarden die de Koning kan bepalen".

Artikel 50 (dat artikel 51 wordt).

In de ontworpen paragraaf 1, derde lid, zou moeten worden geschreven :

"Voor de reserveofficieren van de ... worden de in het tweede lid bedoelde prestaties geacht verricht te zijn in het kader ...".

.../...

Artikel 52 (dat artikel 53 wordt).

De Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 2 zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 2. Geacht worden van rechtswege op non-activiteit te zijn :

1° de reserveofficieren in dienst wier afwezigheid onregelmatig is bevonden;

2° de reserveofficieren in dienst die door een Belgische rechtbank tot een niet krijgstuchtelijke vrijheidsstraf zijn veroordeeld ... (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 55 (dat artikel 56 wordt).

Ter wille van de overeenstemming met artikel 18, vijfde lid, wordt de volgende tekst voorgesteld voor 2° :

"2° Het zesde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De schorsing wordt omgezet in non-activiteit :

1° wanneer de reserveofficier van ambtswege uit zijn graad wordt ontslagen of wordt afgezet;

2° wanneer hij het voorwerp uitmaakt van militaire degradatie;

.../...

3° wanneer hij door een zonder uitstel uitgesproken veroordeling ontzet is van een van de in artikel 31, 1° of 6°, van het Strafwetboek genoemde rechten".

Artikel 56 (dat artikel 57 wordt).

De Nederlandse tekst van het artikel zou als volgt gesteld moeten worden :

"Artikel 56.-
In artikel 72 van dezelfde wet worden de woorden "onder de wapens" vervangen door de woorden "in dienst".

Artikel 57 (dat artikel 58 wordt).

De Raad van State verwijst naar de opmerking nr. 2 die hij bij artikel 34 heeft gemaakt.

Artikel 58 (dat artikel 59 wordt).

Ter wille van de overeenstemming met artikel 36, § 1, schrijve men in de Franse tekst van het ontworpen artikel 83, § 1 : "Les punitions disciplinaires ..." en niet "Les peines disciplinaires ...".

Voor het overige verwijst de Raad van State naar de opmerking die hij onder de rubriek "Hoofdstuk VIII" heeft gemaakt.

.../...

Artikel 60 (dat artikel 61 wordt).

De Nederlandse tekst van het artikel zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel 60.-

In artikel 85 van dezelfde wet worden de woorden "onder de wapens aanwezige" vervangen door de woorden "in dienst zijnde".

Artikel 63 (dat artikel 64 wordt).

Aan het slot van het artikel moet men in de Franse tekst schrijven "les militaires titulaires du grade de ..." in plaats van "les militaires revêtus du grade de ...".

Artikel 64 (dat artikel 65 wordt).

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 2 moeten de woorden "sur sa demande" vervangen worden door de woorden "à sa demande".

Het begin van de Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 2 zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 2. De tijdelijke militair die aan het einde van zijn dienstneming of wederdienstneming arbeidsongeschikt is ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 65 (dat artikel 66 wordt).

Om de reden die in de algemene opmerking nr. 2 aangegeven is, behoort in het ontworpen artikel 15, § 1, het woord "mannelijke" te vervallen.

Bovendien moet men in de Franse tekst van hetzelfde ontworpen artikel schrijven : "avec le grade dont il est titulaire" en niet : "avec le grade dont il est revêtu".

Artikel 66 (dat artikel 67 wordt).

Het spreekt vanzelf dat de nieuwe wet toepassing zal vinden op de situaties die zullen bestaan op het ogenblik dat zij in werking treedt. Het eerste lid moet dus vervallen.

Het artikel moet derhalve als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 67.-

De Koning kan de overgangsbepalingen vaststellen die nodig zijn voor de toepassing van deze wet".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
P. MARTENS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

M. FAUCONIER, greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. Ch. MENDIAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. FAUCONIER.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.